

Art. 2. L'article 6 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Ils reçoivent une allocation de fin d'année, au moins aux mêmes conditions que le personnel définitif des administrations de l'Etat ».

Art. 3. L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. Le pouvoir local paie au contractuel subventionné qui prend ses vacances :

1° la rémunération normale afférente aux jours de vacances;
2° un supplément au moins égal au pécule de vacances accordé au personnel définitif des administrations de l'Etat.

Le Roi détermine les modalités de calcul du pécule de vacances visé à l'alinéa 1^{er}, ainsi que la manière dont les administrations locales déduiront le montant du pécule de vacances simple, que l'intéressé a déjà perçu d'un autre employeur pour ses prestations durant l'exercice de référence, de la rémunération du mois au cours duquel le contractuel prendra ses grandes vacances.

La durée des vacances est déterminée par exercice de référence, sur la base des prestations accomplies au cours de cet exercice. La durée des vacances pour 12 mois de travail et pour les journées d'activité assimilées à des journées de travail doit être au moins de 20 jours dans le régime de la semaine de 5 jours de travail.

Pour le surplus, les dispositions des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 28 juin 1971, et qui visent les travailleurs intellectuels, sont d'application ».

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1987.

Art. 5. Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 mars 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

J. MICHEL

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

M. HANSENNE

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

F. 87 — 650

30 MARS 1987. — Arrêté royal d'exécution de l'article 8 de l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux, notamment l'article 8 modifié par l'arrêté royal n° 511 du 11 mars 1987;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que les dispositions suivantes visent notamment à assurer aux contractuels subventionnés la régularisation des pécules de vacances pour 1987, à communiquer sans délai aux

Art. 2. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« Zij ontvangen een eindejaarstoelage tenminste onder dezelfde voorwaarden als het vastbenoemde personeel van de Rijksbesturen ».

Art. 3. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 8. Het plaatselijk bestuur betaalt aan de gesubsidieerde contractueel die vakantie neemt :

1° de normale bezoldiging voor de vakantiedagen;
2° een toeslag die ten minste gelijk is aan het vakantiegeld toegekend aan het vastbenoemde personeel van de Rijksbesturen.

De Koning bepaalt de modaliteiten voor de berekening van het in eerste lid bedoelde vakantiegeld en de wijze waarop de lokale besturen het bedrag van het enkel vakantiegeld dat de betrokkene uit hoofde van zijn prestaties voor het vakantiedienstjaar bij een andere werkgever reeds ontvangen heeft, zullen aftrekken van de maandwedde voor de maand tijdens dewelke de contractuele zijn hoofdvakantie neemt.

De duur van de vakantie wordt bepaald per vakantiedienstjaar op basis van de in de loop van dit dienstjaar verrichte prestaties. De duur van de vakantie voor 12 maanden arbeid met inbegrip van de inactiviteitsdagen die met arbeidsdagen zijn gelijkgesteld moet ten minste 20 dagen omvatten in het stelsel van de vijfdaagse week.

Voor het overige zijn de bepalingen van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers, gecoördineerd op 28 juni 1971, en die betrekking hebben op de hoofdarbeiders, van toepassing ».

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1987.

Art. 5. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 maart 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt,

J. MICHEL

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

M. HANSENNE

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 87 — 650

30 MAART 1987. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 8 van het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen, inzonderheid op artikel 8, gewijzigd door het koninklijk besluit nr. 511 van 11 maart 1987;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de volgende bepalingen tot doel hebben, aan de gesubsidieerde contractuelen ondermeer de regularisatie van de vakantiegelden voor 1987 te verzekeren en de plaatselijke besturen

pouvoirs locaux les mesures d'exécution de la réglementation relative aux pécules de vacances, et à prendre les mesures administratives nécessaires en ce qui concerne la régularisation;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I

Dispositions générales

Article 1er. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent à toutes les personnes soumises à l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux.

Art. 2. Les vacances sont octroyées et le pécule de vacances y afférent est versé selon les modalités telles que définies dans le présent arrêté.

Art. 3. La durée des vacances annuelles est fixée au prorata du nombre de journées de travail effectif que comporte l'exercice de vacances et de journées d'interruption de travail assimilées à des journées de travail effectif de cet exercice.

Par exercice de vacances, il faut entendre l'année civile qui précède celle au cours de laquelle les vacances doivent être prises.

CHAPITRE II. — Pécule de vacances

Section I. — Vacances ordinaires

Art. 4. L'administration locale paie au contractuel subventionné qui prend ses vacances :

1° la rémunération normale correspondant aux journées de vacances;

2° un supplément au moins égal au pécule de vacances accordé au personnel définitif de l'Etat, calculé et payé conformément à l'arrêté royal du 30 janvier 1979 relatif à l'octroi d'un pécule de vacances aux agents de l'administration générale du Royaume.

Art. 5. Pour le calcul du montant du pécule de vacances, sont assimilées à des journées de travail effectif les journées d'interruption de travail résultant :

1° d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle donnant lieu à réparation;

2° d'un accident ou d'une maladie non visés au 1°;

3° d'un repos d'accouchement;

4° d'un appel sous les armes ou d'une des autres situations résultant des lois sur la milice mentionnées à l'article 29, 1°, 2°, 3°, 4° et 6° de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Le bénéfice de l'assimilation est reconnu également au contractuel subventionné de nationalité étrangère ressortissant de l'un des Etats membres des Communautés européennes, appelé dans son pays d'origine pour y accomplir son terme normal de service militaire en temps de paix;

5° d'un rappel sous les armes prévu à l'article 29, 1°, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;

6° du service requis des objecteurs de conscience et du service accompli auprès de la protection civile, prévus à l'article 29, 5° et 7° de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;

7° de l'accomplissement de devoirs civiques, notamment ceux de tuteur, de membre d'un conseil de famille, de témoin en justice, de juré, d'électeur ou de membre d'un bureau de vote,

8° de l'exercice d'un mandat public;

9° d'une mission au sein :

— d'une juridiction du travail;

— d'une commission consultative en matière de placement;

— d'une commission officielle instituée pour l'étude d'un problème social;

— d'un comité spécial de négociation, d'un comité supérieur de concertation, d'un comité intermédiaire de concertation, d'un comité de concertation de base;

10° d'une mission comme délégué au sein d'un comité ou d'un congrès syndical national ou régional;

11° d'une participation à des cours ou à des journées d'études consacrés à la promotion sociale organisée en vertu de l'article 1er, alinéa 1er, 1° de la loi du 1er juillet 1963 portant instauration de l'octroi d'une indemnité de promotion sociale;

onverwijld de uitvoeringsmaatregelen van de reglementering inzake vakantiegelden mede te delen, evenals het nemen van de nodige administratieve maatregelen inzake regularisatie;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I

Algemene bepalingen

Artikel 1. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op al de personen onderworpen aan het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen.

Art. 2. De vakantie wordt toegekend en het er bijhorend vakantiegeld uitgekeerd volgens de modaliteiten zoals vastgesteld in dit besluit.

Art. 3. De duur van de jaarlijkse vakantie wordt vastgesteld naar rata van het aantal effectief gewerkte dagen, vervat in het vakantiedienstjaar en de in dit dienstjaar met effectief gewerkte dagen gelijkgestelde dagen van arbeidsonderbreking.

Onder vakantiedienstjaar wordt verstaan het kalenderjaar dat het jaar voorafgaat waarin de vakantie dient te worden genomen.

HOOFDSTUK II. — Vakantiegeld

Afdeling I. — Gewone vakantie

Art. 4. Het plaatselijk bestuur betaalt aan de gesubsidieerde contractueel die vakantie neemt :

1° de normale bezoldiging in overeenkomst met de vakantiedagen;

2° een toeslag die minimum gelijk is aan het vakantiegeld toegekend aan de vastbenoemde Rijksambtenaren en berekend en betaald overeenkomstig het koninklijk besluit van 30 januari 1979 betreffende de toekenning van een vakantiegeld aan het personeel van 's Land Algemeen Bestuur.

Art. 5. Voor de berekening van het bedrag van het vakantiegeld, worden niet effectief gewerkte dagen gelijkgesteld, de dagen van arbeidsonderbreking ingevolge :

1° arbeidsongeval of beroepsziekte die aanleiding geven tot schadeloosstelling;

2° ongeval of ziekte niet bedoeld sub 1°;

3° rust bij bevalling;

4° oproeping onder de wapens of één der andere toestanden voortvloeiend uit de dienstplichtwetten en vermeld in artikel 29, 1°, 2°, 3°, 4°, en 6° van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Het voordeel van de gelijkstelling wordt ook toegekend aan de gesubsidieerde contractueel van vreemde nationaliteit, onderdaan van één der Lid-staten van de Europese Gemeenschappen, die in zijn land opgeroepen wordt om er in vredetijd zijn normale dienstplicht te vervullen;

5° wederoproeping onder de wapens zoals bedoeld in artikel 29, 1°, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

6° diensten opgelegd aan de gewetensbezwaarden en diensten volbracht bij de civiele bescherming zoals bedoeld in artikel 29, 5° en 7°, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

7° vervullen van burgerplichten inzonderheid als voogd, lid van een familieraad, getuige voor het gerecht, gezworene, kiezer of lid van een kiesbureau;

8° uitoefening van een openbaar mandaat;

9° een opdracht in :

— een arbeidsgerecht;

— een comité voor advies inzake arbeidsbemiddeling;

— een officiële commissie ingesteld ter bestudering van een sociaal probleem;

— een bijzonder onderhandelingscomité, een hoogoverlegcomité, een tussen overlegcomité, een basisoverlegcomité;

10° een opdracht als afgevaardigde in een nationaal of regionaal syndicaal comité of congres;

11° deelneming aan cursussen of studiedagen gewijd aan sociale promotie ingericht krachtens artikel 1, eerste lid, 1°, van de wet van 1 juli 1963, houdende instelling van een toeslag voor sociale promotie;

12° d'une participation à des stages ou à des journées d'études consacrés à l'éducation ouvrière ou à la formation syndicale, organisés par les groupements représentatifs des contractuels subventionnés ou par des instituts spécialisés reconnus à cet effet par le Ministre de l'Emploi et du Travail ou le Ministre de la Prévoyance sociale;

13° d'un arrêt de travail dû à une grève survenue au sein de l'administration locale, à condition que cette grève ait eu l'appui d'une des organisations syndicales représentatives reconnues;

14° d'un arrêt de travail dû à un congé imposé par mesure de prophylaxie conformément aux dispositions de l'article 239, 1°, de l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité;

15° d'un arrêt de travail de l'agent contractuel subventionné enceinte ou qui allaite son enfant et à laquelle le travail est interdit en vertu des articles 41 et 42, ou de l'article 45 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail et qui, en outre, se trouve dans l'impossibilité d'effectuer, par application des articles 43 ou 45 de la même loi, d'autres travaux compatibles avec son état.

Art. 6. Les journées d'interruption de travail énumérées à l'article 5 ne sont pas considérées, pour le calcul du montant du pécule de vacances, comme des journées assimilées mais comme des journées de travail effectif, lorsque le pouvoir local est tenu de les déclarer comme telles pour le calcul du montant des cotisations de sécurité sociale.

Art. 7. La durée de l'assimilation est limitée :

1° en cas d'accident de travail ou de maladie professionnelle donnant lieu à réparation :

a) à la période d'incapacité totale;
b) aux douze premiers mois de la période d'incapacité temporaire partielle consécutive à une incapacité temporaire totale, à condition que le pourcentage de l'incapacité temporaire partielle reconnu soit au moins égal à 66 p.c.;

2° en cas d'accident non visé au 1° : aux douze premiers mois de l'interruption de travail. Toute nouvelle interruption de travail qui survient, pour cause d'accident, après une reprise de travail dont la durée n'atteint pas quatorze jours est considérée comme la continuation de l'interruption de travail précédente;

3° en cas de maladie non visée au 1° : aux douze premiers mois de l'interruption de travail. Toute nouvelle interruption de travail qui survient, pour cause de maladie, après une reprise de travail dont la durée n'atteint pas quatorze jours est considérée comme la continuation de l'interruption de travail précédente;

4° en cas d'accouchement : à six semaines avant et huit semaines après l'événement. Si l'agent contractuel subventionné, a suspendu son activité professionnelle moins de six semaines avant l'accouchement, la durée de l'assimilation après l'accouchement est prolongée d'une durée qui correspond à la période pendant laquelle elle a travaillé à partir de la sixième semaine précédant son accouchement. Lorsque l'accouchement se produit postérieurement à la date prévue, la durée de l'assimilation de la période antérieure à l'accouchement est prolongée jusqu'au jour de celui-ci;

5° dans les cas prévus à l'article 5, 4°, 5° et 6°, pour la durée de l'interruption de travail, hormis la durée de l'interruption qui résulte de motifs disciplinaires;

6° en cas d'allaitement tel que prévu à l'article 5, 16° : à la période pendant laquelle l'intéressée est censée atteindre le degré d'incapacité requis, sans toutefois dépasser la fin du cinquième mois suivant l'accouchement.

Art. 8. Le contractuel subventionné ne peut bénéficier des assimilations prévues à l'article 5, 11° et 12°, que s'il présente au pouvoir local un document justificatif émanant du secrétariat de l'organisme, de l'institution, de la juridiction ou du syndicat intéressé.

Art. 9. Sauf dans les cas prévus aux articles 10 et 20, le pouvoir local paie le pécule de vacances visé à l'article 4, 1° au contractuel subventionné au moment où celui-ci prend ses vacances.

Art. 10. Lorsqu'un contractuel subventionné est appelé sous les armes ou lorsque l'interruption de la carrière professionnelle, comme déterminée à l'article 100 de la loi de redressement contenant des dispositions sociales du 22 janvier 1985, prend cours, ou lorsque son contrat prend fin, le pouvoir local lui paie, au moment de son départ, 8 p.c. des rémunérations brutes gagnées chez lui pendant l'exercice de vacances en cours, majorées éventuellement d'une rémunération fictive afférente aux journées d'interruption de travail assimilées à des journées de travail effectif, ainsi que le supplément visé à l'article 4, 2°.

12° deelneming aan stages of studiedagen gewijd aan arbeidsopvoeding of syndicale vorming, ingericht door groeperingen die de gesubsidieerde contractuelen vertegenwoordigen of door gespecialiseerde instituten daartoe door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid of door de Minister van Sociale Voorzorg erkend;

13° een stopzetting van de arbeid ingevolge van een staking die zich voordoet bij het plaatselijk bestuur, op voorwaarde dat deze staking de steun van één der erkende representatieve vakorganisaties heeft;

14° een stopzetting van de arbeid ingevolge het opleggen van profylactisch verlof, zoals bepaald bij artikel 239, 1°, van het koninklijk besluit van 4 november 1963 tot uitvoering van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering;

15° een stopzetting van de arbeid door een gesubsidieerde contractueel wegens zwangerschap of borstvoeding en aan wie het krachtens de artikelen 41 en 42, respectievelijk 45 van de arbeidswet van 16 maart 1971, verboden is arbeid te verrichten en, wie het bovendien niet mogelijk is om, met toepassing van de artikelen 43 of 45 van dezelfde wet, een andere arbeid te verrichten die met haar toestand verenigbaar is.

Art. 6. De in artikel 5 opgesomde dagen van arbeidsonderbreking worden, voor de berekening van het bedrag van het vakantiegeld, niet als gelijkgestelde doch als effectief gewerkte dagen aangezien, zo het plaatselijk bestuur verplicht is ze als zodanig aan te geven voor de berekening van het bedrag der sociale zekerheidsbijdragen.

Art. 7. De duur van de gelijkstelling wordt beperkt :

1° bij arbeidsongeval of beroepsziekte aanleiding gevend tot schadeloosstelling :

a) tot de periode van algehele ongeschiktheid;
b) tot de eerste twaalf maanden der periode van tijdelijke gedeeltelijke ongeschiktheid volgend op een tijdelijke algehele ongeschiktheid op voorwaarde dat het erkende percentage van tijdelijke gedeeltelijke ongeschiktheid minstens 66 pct. weze;

2° bij ongeval bedoeld sub 1° : tot de eerste twaalf maanden van de arbeidsonderbreking. Elke nieuwe arbeidsonderbreking welke zich wegens ongeval voordoet, na een werkhervatting waarvan de duur geen veertien dagen bereikt, wordt aangezien als de voortzetting van de vorige arbeidsonderbreking;

3° bij ziekte niet bedoeld sub 1° : tot de eerste twaalf maanden van de arbeidsonderbreking. Elke nieuwe arbeidsonderbreking welke zich wegens ziekte voordoet, na een werkhervatting waarvan de duur geen veertien dagen bereikt, wordt aangezien als de voortzetting van de vorige arbeidsonderbreking;

4° bij bevalling : tot zes weken voor en acht weken na de gebeurtenis. Indien de gesubsidieerde contractueel haar beroepsarbeid heeft onderbroken minder dan zes weken voor de bevalling wordt de duur van de gelijkstelling na de gebeurtenis verlengd met een tijdspanne die overeenstemt met de periode tijdens welke zij verder heeft gearbeitet vanaf de zesde week vóór haar bevalling. Wanneer de bevalling zich voordoet na de voorziene datum, wordt de duur van de gelijkstelling van de periode voorafgaand aan de bevalling verlengd tot de dag van de bevalling;

5° in de gevallen voorzien bij artikel 5, 4°, 5° en 6° voor de duur van de arbeidsonderbreking, met uitsluiting van de duur wegens tuchtdrengen;

6° in geval van borstvoeding zoals voorzien bij artikel 5, 16° : tot de periode waarover de betrokkene geacht wordt de vereiste graad van arbeidsongeschiktheid te bereiken, zonder evenwel het einde van de vijfde maand na de bevalling te overschrijden.

Art. 8. De gesubsidieerde contractueel kan alleen genieten van de gelijkstellingen voorzien bij artikel 5, 11° en 12°, zo hij zijn plaatselijk bestuur een bewijsstuk voorlegt, dat werd afgeleverd door het secretariaat van het organisme, de instelling, het rechtscollege of de betrokken vakvereniging.

Art. 9. Behalve in de gevallen bedoeld bij de artikelen 10 en 20, betaalt het plaatselijk bestuur aan de gesubsidieerde contractueel, op het moment dat deze zijn vakantie neemt, het vakantiegeld bedoeld in artikel 4, 1°.

Art. 10. Wanneer een gesubsidieerde contractueel onder de wapens geroepen wordt of wanneer de beroepsloopbaanonderbreking zoals bepaald bij artikel 100 van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen een aanvangt neemt, of wanneer zijn contract een einde neemt, betaalt het plaatselijk bestuur hem, bij zijn vertrek, 8 pct. der bij haar tijdens het lopend vakantiedienstjaar verdiende brutowedde, eventueel vermeerderd met een fictieve wedde voor de met effectief gewerkte dagen gelijkgestelde dagen van arbeidsonderbreking, alsmede de toeslag bedoeld bij artikel 4, 2°.

Si le contractuel subventionné n'a pas encore pris les vacances afférentes à l'exercice précédent, le pouvoir local lui paie en outre 8 p.c. des rémunérations brutes gagnées chez lui pendant cet exercice de vacances, majorées éventuellement d'une rémunération fictive afférente aux journées d'interruption de travail assimilées à des journées de travail effectif, ainsi que le supplément visé à l'article 4, 2°.

En outre, le pouvoir local remet au contractuel subventionné, pour chacun de ces exercices de vacances, un document justificatif indiquant :

- 1° la période pendant laquelle le contractuel subventionné a été occupé à son service et éventuellement la période assimilée;
- 2° le montant brut du pécule dû, comme visé à l'article 4.

Art. 11. Pour le calcul du pécule simple de vacances le montant journalier de la rémunération fictive afférente aux journées d'interruption de travail assimilées à des journées de travail effectif est égal à la rémunération journalière due au contractuel subventionné au moment où survient l'événement donnant lieu à assimilation.

Art. 12. Au moment où le contractuel subventionné visé à l'article 10 prend ses vacances, il remet les documents justificatifs reçus en application de cet article au pouvoir local qui l'occupe à ce moment.

Ce pouvoir local paie le pécule de vacances calculé conformément aux dispositions de l'article 4, 1°, sous déduction du pécule simple déjà payé pour l'exercice de vacances en application de l'article 10.

Cette déduction ne peut toutefois pas dépasser le pécule simple de vacances qui aurait été dû par le pouvoir local qui occupe le contractuel subventionné au moment des vacances pour les prestations que celui-ci a effectuées auprès d'autres pouvoirs locaux et chez d'autres employeurs au cours de l'exercice de vacances précédent si ces prestations avaient été effectuées à son service.

Art. 13. Lorsqu'un contractuel subventionné a été occupé en qualité d'ouvrier ou d'apprenti au cours de l'exercice de vacances, le pouvoir local lui paie le pécule de vacances calculé conformément aux dispositions de l'article 4, 1°, sous déduction du montant brut du pécule simple que la caisse de vacances a attribué au contractuel subventionné après avoir effectué la retenue de 1 p.c. destinée au financement partiel du pécule de vacances afférent aux journées assimilées.

Cette déduction ne peut dépasser le pécule de vacances qui aurait été dû par le pouvoir local qui occupe le contractuel subventionné au moment des vacances si l'ouvrier ou l'apprenti avait été occupé à son service en qualité de contractuel subventionné.

Section II. — Pécule supplémentaire des jeunes contractuels

Art. 14. Les contractuels subventionnés bénéficient d'un pécule supplémentaire de vacances à condition :

- 1° d'être âgés de moins de 25 ans à la fin de l'exercice de vacances au cours duquel ils entrent pour la première fois au service d'un pouvoir local ou d'un autre employeur;

Un travail occasionnel pendant les vacances n'est pas considéré comme une première occupation.

- 2° d'entrer au service d'un pouvoir local ou d'un employeur au plus tard le dernier jour ouvrable de la période de quatre mois qui suit :

a) soit à la date à laquelle ils ont quitté l'établissement où ils ont effectué leurs études dans les conditions prévues à l'article 62 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés; toutefois, s'ils suivent l'enseignement à horaire réduit, tel que visé à la loi du 2 juin 1983 relative à l'obligation scolaire, cette date correspond à la date à laquelle l'obligation scolaire prend fin;

b) soit à la date à laquelle le contrat d'apprentissage a pris fin.

La période pendant laquelle le contractuel subventionné n'a pu s'engager au travail à cause des obligations lui incombant en vertu des lois sur la milice ou de la législation relative au service requis des objecteurs de conscience n'entre pas en ligne de compte pour la détermination du délai de quatre mois visé ci-dessus.

Art. 15. Le contractuel subventionné doit faire la preuve qu'il réunit les conditions requises à l'article 14. Cette preuve peut être fournie par toutes voies de droit, témoins y compris.

Heeft de gesubsidieerde contractueel de op het vorig dienstjaar betrekking hebbende vakantie nog niet genoten, dan betaalt het plaatselijk bestuur hem bovendien 8 pct. der bij haar tijdens dat vakantiedienstjaar verdiende brutowedde eventueel verhoogd met een fictieve wedde voor de met effectief gewerkte dagen gelijkgestelde dagen van arbeidsonderbreking, alsmede de toeslag bedoeld in artikel 4, 2°.

Bovendien overhandigt het plaatselijk bestuur aan de gesubsidieerde contractueel voor elk vakantiedienstjaar een bewijs met vermelding van :

- 1° de periode gedurende dewelke de gesubsidieerde contractueel bij haar in dienst was en eventueel de gelijkgestelde periode;
- 2° het brutobedrag van het verschuldigde vakantiegeld zoals bedoeld bij artikel 4.

Art. 11. Voor de berekening van het enkelvoudig vakantiegeld is het dagelijks bedrag der fictieve wedde voor met effectief gewerkte dagen gelijkgestelde dagen van arbeidsonderbreking gelijk aan de aan de gesubsidieerde contractueel verschuldigde dagelijkse wedde op het ogenblik dat de tot gelijkstelling aanleiding gevende gebeurtenis zich voordoet.

Art. 12. Op het ogenblik dat de bij artikel 10 bedoelde gesubsidieerde contractueel zijn vakantie neemt, levert hij de bewijzen ontvangen bij toepassing van dit artikel af aan het plaatselijk bestuur dat hem alsdan te werk stelt.

Dit plaatselijk bestuur betaalt het overeenkomstig artikel 4, 1° berekende vakantiegeld uit, na aftrek van de voor het vakantiedienstjaar bij toepassing van artikel 10 reeds betaald enkelvoudig vakantiegeld.

Deze aftrek mag evenwel niet meer bedragen dan het enkelvoudig vakantiegeld dat door het plaatselijk bestuur, die de gesubsidieerde contractueel te werk stelt op het ogenblik van de vakantie zou verschuldigd geweest zijn voor de arbeid die hij bij andere plaatselijke besturen of andere werkgevers in de loop van het vorig vakantiedienstjaar heeft verricht, zo deze arbeid in zijn dienst ware verricht geweest.

Art. 13. Wanneer een gesubsidieerde contractueel in hoedanigheid van arbeider of leerling in de loop van het vakantiedienstjaar werd te werk gesteld, betaalt het plaatselijk bestuur hem het vakantiegeld, berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 4, 1°, na aftrek van het brutobedrag van het enkelvoudig vakantiegeld dat aan de gesubsidieerde contractueel door het vakantiefonds betaald werd, na de afhouding van 1 pct. bestemd voor de gedeeltelijke financiering van het vakantiegeld voor de gelijkgestelde dagen.

Deze aftrek mag niet meer bedragen dan het vakantiegeld dat door het plaatselijk bestuur die de gesubsidieerde contractueel op het ogenblik van de vakantie in dienst heeft zou verschuldigd geweest zijn indien de arbeider of leerling in haar dienst gewerkt had in de hoedanigheid van gesubsidieerde contractueel.

Afdeling II. — Aanvullend vakantiegeld jeugdige contractuelen

Art. 14. De gesubsidieerde contractuelen genieten aanvullend vakantiegeld op voorwaarde :

- 1° dat zij geen 25 jaar oud zijn op het einde van het vakantiedienstjaar in de loop waarvan zij voor het eerst bij een plaatselijk bestuur of een andere werkgever in dienst treden;

Een gelegenhedswerk gedurende de vakantie wordt niet aangezien als een eerste tewerkstelling.

- 2° dat zij bij een plaatselijk bestuur of een werkgever in dienst treden uiterlijk de laatste werkdag van de periode van vier maanden volgend op :

a) hetzij de datum waarop zij de instelling verlaten hebben waar zij hun studies gedaan hebben, overeenkomstig artikel 62 der geordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, indien zij evenwel onderwijs met beperkt leerplan volgen, zoals bedoeld bij de wet van 2 juni 1983 betreffende de leerplicht, stemt deze datum overeen met de datum waarop hun leerplicht beëindigd is;

b) hetzij de datum waarop het leercontract een einde heeft genomen.

Deze periode tijdens dewelke de gesubsidieerde contractueel niet aan het werk is kunnen gaan wegens de verplichtingen hem opgelegd krachtens de militiewetten of de wetgeving betreffende de verplichte dienst van de gewetensbezwaarden komt niet in aanmerking voor de bepaling van de hierboven bedoelde termijn van vier maanden.

Art. 15. De gesubsidieerde contractueel moet bewijzen dat hij aan de bij artikel 14 gestelde eisen voldoet. Dat bewijs mag door alle rechtsmiddelen, getuigen inbegrepen, geleverd worden.

Art. 16. Pour le calcul du montant du pécule supplémentaire de vacances, sont considérées comme des journées de travail :

1° pour les anciens écoliers et étudiants :

à l'exception des dimanches et des jours d'inactivité habituelle dans le régime de la semaine de cinq jours, et des périodes pendant lesquelles ils ont éventuellement été assujettis à la sécurité sociale du fait d'un travail occasionnel ou d'un travail à temps partiel dans le cadre de la prolongation de l'obligation scolaire, les jours à compter du 1er janvier de l'exercice de vacances au cours duquel ces contractuels subventionnés entrent pour la première fois au service d'un pouvoir local ou d'un autre employeur, jusques et y compris le jour précédant celui de leur entrée en service;

2° pour les anciens apprentis :

à l'exception des dimanches et du jour d'inactivité habituelle dans le régime de la semaine de cinq jours de travail éventuels durant lesquels ils ont été assujettis au régime des vacances annuelles et des jours d'éventuelle interruption de travail assimilés à des jours de travail effectif, les jours à compter du 1er janvier de l'exercice de vacances au cours duquel ces contractuels subventionnés entrent pour la première fois au service d'un pouvoir local ou d'un autre employeur jusques et y compris le jour précédant celui de leur entrée en service.

Art. 17. Le pouvoir local paie au contractuel subventionné qui prend ses vacances supplémentaires :

1° la rémunération normale afférente à la période de l'exercice de vacances assimilée conformément à l'article 16;

2° un supplément, tel que visé à l'article 4, 2°.

Art. 18. La charge du pécule supplémentaire de vacances est supportée par le pouvoir local ou par un autre employeur qui a occupé le contractuel subventionné pendant l'exercice de vacances au cours duquel il est entré pour la première fois au service d'un pouvoir local ou d'un autre employeur.

Lorsque le contractuel subventionné a été occupé par plusieurs pouvoirs locaux ou employeurs, chaque pouvoir local ou employeur est tenu de supporter la charge d'une partie du pécule supplémentaire correspondant au quotient de la division du nombre de jours pendant lesquels le contractuel subventionné a été à son service au cours de l'exercice de vacances susvisé par le nombre total de jours pendant lesquels le contractuel subventionné a été au service de ces différents pouvoirs locaux ou employeurs pendant le même exercice de vacances.

Art. 19. Sauf dans les cas prévus aux articles 10 et 20, le pouvoir local paie à son contractuel subventionné, à la date habituelle, le pécule supplémentaire de vacances visé à l'article 17.

Art. 20. Lorsque le contractuel subventionné est appelé sous les armes ou lorsque l'interruption de la carrière professionnelle comme définie à l'article 100 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales prend cours ou, lorsque son contrat prend fin avant qu'il n'ait pris ses vacances supplémentaires, le pouvoir local est tenu de lui payer au moment de son départ une somme égale à 8 % du montant de la rémunération brute du mois en cours au moment de l'incorporation ou de l'interruption de la carrière professionnelle ou de la fin du contrat, multipliée par le nombre de mois assimilés dont le pouvoir local est tenu de supporter la charge en vertu de l'article 18.

Lorsqu'il est appelé sous les armes ou lorsque son contrat prend fin avant l'expiration de l'exercice de vacances au cours duquel il est entré pour la première fois au service d'un pouvoir local, les sommes visées aux alinéas précédents ne doivent lui être payées qu'à partir de l'expiration de cet exercice de vacances.

Le pouvoir local est tenu en outre de lui délivrer un document justificatif indiquant :

- la période pendant laquelle le contractuel subventionné a été occupé à son service pendant l'exercice de vacances susmentionné;
- le montant brut du pécule dû;
- le pourcentage pris en considération pour le calcul de ce pécule.

Art. 21. Au moment où le contractuel subventionné visé à l'article 20 prend ses vacances supplémentaires, il remet le document justificatif au pouvoir local qui l'occupe à ce moment.

Ce pouvoir local lui paie le pécule supplémentaire de vacances, conformément aux dispositions de l'article 17, sous déduction de la somme indiquée au document justificatif. Cette déduction ne peut toutefois dépasser le pécule de vacances supplémentaire qui aurait été dû par le pouvoir local qui occupe le contractuel subventionné au moment des vacances supplémentaires si ce pouvoir local avait été le seul à l'occuper au cours de l'exercice de vacances.

Art. 16. Voor de berekening van het bedrag van het aanvullend vakantiegeld worden als gewerkte dagen aangezien :

1° ten aanzien van oud-scholieren en studenten :

behoudens de zondagen en de gewone inactiviteitsdagen in het stelsel vijfdaagsweek, en de perioden tijdens dewelke zij eventueel onderworpen geweest zijn aan de sociale zekerheid ingevolge een gelegheidswerk, of deeltijdsmerk in de verplengde leerplicht, de dagen vanaf 1 januari van het vakantiedienstjaar in de loop waarvan deze gesubsidieerde contractuelen voor het eerst in dienst treden bij een plaatselijk bestuur of een andere werkgever, tot en met de dag voorafgaand aan deze van hun indiensttreding;

2° ten aanzien van oud-leerlingen :

behoudens de zondagen en de gewone inactiviteitsdag in het stelsel vijfdaagsweek, de eventuele arbeidsdagen tijdens dewelke zij aan het stelsel van de jaarlijkse vakantie onderworpen zijn geweest en de dagen van eventuele arbeidsonderbrekingen gelijkgesteld met effectief gewerkte dagen, de dagen vanaf 1 januari van het vakantiedienstjaar in de loop waarvan deze gesubsidieerde contractuelen voor het eerst in dienst treden bij een plaatselijk bestuur of een andere werkgever tot en met de dag voorafgaand aan deze van hun indiensttreding.

Art. 17. Het plaatselijk bestuur betaalt aan de gesubsidieerde contractueel die zijn aanvullende vakantie neemt :

1° de normale bezoldiging naar verhouding van de overeenkomstig artikel 16 gelijkgestelde periode van het vakantiedienstjaar;

2° een toeslag zoals bedoeld in artikel 4, 2°.

Art. 18. Het aanvullend vakantiegeld is ten laste van het plaatselijk bestuur of van een andere werkgever die de gesubsidieerde contractueel heeft in dienst gehad tijdens het vakantiedienstjaar in de loop waarvan hij voor het eerst in dienst van een plaatselijk bestuur of een andere werkgever is getreden.

Werd de gesubsidieerde contractueel tijdens dat vakantiedienstjaar door verscheidene plaatselijke besturen of werkgevers te werk gesteld, dan moet elk plaatselijk bestuur of werkgever een deel van het aanvullend vakantiegeld dragen, dat overeenstemt met het quotiënt van de deling van het aantal dagen tijdens dewelke de gesubsidieerde contractueel bij hem in dienst was in de loop van bovenbedoeld vakantiedienstjaar, door het totaal aantal dagen tijdens dewelke de gesubsidieerde contractueel in de loop van hetzelfde vakantiedienstjaar bij deze verscheidene plaatselijke besturen of werkgevers in dienst was.

Art. 19. Behalve in de gevallen bedoeld bij de artikelen 10 en 20, betaalt het plaatselijk bestuur aan zijn gesubsidieerde contractueel op de gewone datum het aanvullend vakantiegeld beoogd bij artikel 17.

Art. 20. Wanneer de gesubsidieerde contractueel onder de wapens geroepen wordt of wanneer de beroepsloopbaanonderbreking zoals bepaald bij artikel 100 van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen een aanvang neemt, of wanneer zijn contract een einde neemt vóór hij zijn aanvullende vakantie heeft genomen, dan is het plaatselijk bestuur er toe verplicht hem, bij zijn vertrek, een som te betalen die gelijk is aan 8 % van het bedrag der brutowedde van de op het ogenblik van de inlijving of van de beroepsloopbaanonderbreking of van het einde van het contract lopende maand, vermenigvuldigd met het aantal der gelijkgestelde maanden dat het plaatselijk bestuur voor haar rekening moet nemen krachtens artikel 18.

Wanneer hij onder de wapens geroepen wordt of wanneer zijn contract een einde neemt vóór het verstrijken van het vakantiedienstjaar tijdens hetwelk hij voor het eerst bij een plaatselijk bestuur in dienst trad, dan moeten de sommen bedoeld in de vorige alinea hem slechts uitbetaald worden vanaf het verstrijken van dat vakantiedienstjaar.

Bovendien is het plaatselijk bestuur er toe gehouden hem een bewijs af te leveren met vermelding van :

- de periode tijdens welke de gesubsidieerde contractueel in bovenvermeld vakantiedienstjaar bij hem werkzaam was;
- het brutobedrag van het verschuldigd vakantiegeld;
- het voor berekening van deze som in aanmerking genomen percentage.

Art. 21. Op het ogenblik dat de in artikel 20 bedoelde gesubsidieerde contractueel zijn aanvullende vakantie neemt, overhandigt hij het bewijs aan het plaatselijk bestuur dat hem op dat moment in dienst heeft.

Dit plaatselijk bestuur betaalt hem het aanvullend vakantiegeld, overeenkomstig het bepaalde in artikel 17, na aftrek van de op het bewijs vermelde som. Deze aftrek mag evenwel niet meer bedragen dan het aanvullend vakantiegeld dat door het plaatselijk bestuur die de gesubsidieerde contractueel in dienst heeft op het moment van de aanvullende vakantie, zou verschuldigd geweest zijn indien dit plaatselijk bestuur alleen de gesubsidieerde contractueel had te werk gesteld in de loop van het vakantiedienstjaar.

Art. 22. Lorsque le contractuel subventionné a bénéficié à charge d'une caisse de vacances d'un pécule supplémentaire en vertu des articles 14 à 21, le pouvoir local lui paie, pour la période assimilée s'y rapportant, un pécule calculé conformément aux dispositions de l'article 17, sous déduction du montant que la caisse de vacances lui a attribué après avoir effectué la retenue visée à l'article 13.

Cette déduction ne peut toutefois dépasser le pécule de vacances supplémentaire qui aurait été dû par le pouvoir local qui occupe le contractuel subventionné au moment des vacances supplémentaires pour la période ayant donné lieu au paiement d'un pécule supplémentaire par la caisse de vacances.

Art. 23. Le contractuel subventionné doit fournir au pouvoir local qui lui paie son pécule supplémentaire de vacances, les renseignements suivants :

- 1° ses nom, prénoms, adresse et date de naissance;
 - 2° la date à laquelle il a quitté l'établissement où il a reçu une instruction générale ou professionnelle ou la date à laquelle a pris fin son apprentissage;
 - 3° le nom et l'adresse des pouvoirs locaux ou employeurs qui l'ont occupé depuis la date de son entrée au service du premier pouvoir local jusqu'à l'expiration de l'exercice de vacances;
 - 4° le temps passé au service de chaque pouvoir local ou employeur;
 - 5° le nom et l'adresse du pouvoir local ou employeur au service duquel il a éventuellement effectué un travail occasionnel pendant les vacances, en indiquant la durée de cette occupation et si celle-ci a donné lieu ou non à assujettissement au régime des vacances annuelles;
 - 6° la période pendant laquelle il a satisfait à ses obligations militaires si cette période se situe entre la fin de ses études ou de son apprentissage et la date à laquelle il est entré pour la première fois au service d'un pouvoir local ou d'un employeur.
- En outre, le contractuel subventionné doit produire les documents justificatifs visés à l'article 21 ou à l'article 22.

CHAPITRE III

Section I. — Durée normale des vacances

Art. 24. La durée minimum des vacances de tout contractuel subventionné est déterminée comme suit :

Nombre de mois assimilés de prestations semaine de 5 jours	Nombre de journées de vacances semaine de 5 jours
1 mois	2
2 mois	3
3 mois	5
4 mois	7
5 mois	8
6 mois	10
7 mois	12
8 mois	13
9 mois	15
10 mois	17
11 mois	18
12 mois	20

En ce qui concerne le contractuel subventionné occupé dans le régime de la semaine de six jours, le nombre de journées de vacances doit être majoré de 20 %.

Ceux qui sont occupés dans le cadre du régime de travail à temps partiel, ont droit à des vacances proportionnelles à leurs prestations de service.

Art. 25. Pour le calcul de la durée des vacances, sont assimilées à des journées de travail effectif les journées d'interruption de travail à des journées de travail effectif pour le calcul du pécule de vacances en application des articles 5 à 8 ainsi que les journées à prendre en considération en vertu de la législation sur l'octroi de salaire aux contractuels subventionnés pendant un certain nombre de jours fériés par an et les jours de vacances annuelles.

Section II

Durée des vacances supplémentaires des jeunes contractuels

Art. 26. La durée des vacances supplémentaires auxquelles a droit le contractuel subventionné qui remplit les conditions fixées aux articles 14 et 15 est déterminée pour chacun des mois assimilés en vertu de l'article 16 selon l'échelle fixée à l'article 24.

Art. 22. Wanneer de gesubsidieerde contractueel in toepassing van de artikelen 14 tot 21 van een vakantiefonds aanvullend vakantiegeld ontvangen heeft, betaalt hem het plaatselijk bestuur voor de gelijkgestelde periode een vakantiegeld overeenkomstig het bepaalde in artikel 17, na aftrek van het bedrag toegekend door het vakantiefonds na de inhouding vermeld in artikel 13.

Deze aftrek mag evenwel niet meer bedragen dan het aanvullend vakantiegeld dat door het plaatselijk bestuur die de gesubsidieerde contractueel in dienst heeft op het ogenblik van de aanvullende vakantie, zou verschuldigd geweest zijn voor de periode waarvoor het vakantiefonds een aanvullend vakantiegeld toegekend heeft.

Art. 23. De gesubsidieerde contractueel moet aan het plaatselijk bestuur, dat hem aanvullend vakantiegeld betaalt, volgende inlichtingen verstrekken :

- 1° zijn naam, voornamen, adres en geboortedatum;
 - 2° de datum waarop hij de instelling heeft verlaten waar hij algemeen of vakonderwijs heeft genoten of de datum waarop zijn leercontract een einde heeft genomen;
 - 3° de naam en het adres van de plaatselijke besturen of werkgevers die hem in dienst hebben gehad vanaf de datum dat hij in dienst kwam bij het eerste plaatselijk bestuur tot het verstrijken van het vakantiedienstjaar;
 - 4° de in dienst van ieder plaatselijk bestuur of werkgever doorgebrachte tijd;
 - 5° de naam en het adres van het plaatselijk bestuur of werkgever in wiens dienst hij eventueel een gelegenhedswerk heeft verricht tijdens de vakantie, met vermelding van de duur van deze tewerkstelling en of deze al dan niet aanleiding heeft gegeven tot onderverping aan het stelsel der jaarlijkse vakantie;
 - 6° de periode tijdens dewelke hij aan zijn militaire verplichtingen heeft voldaan; indien deze periode gelegen is tussen het einde van zijn studies of zijn leertijd en de datum waarop hij voor de eerste maal in dienst is getreden bij een plaatselijk bestuur of werkgever.
- Bovendien moet de gesubsidieerde contractueel de bewijzen overleggen bedoeld bij artikel 21 of 22.

HOOFDSTUK III

Afdeling I. — Gewone vakantieduur

Art. 24. De minimumduur van de vakantie van ieder gesubsidieerd contractueel wordt als volgt bepaald :

Aantal gewerkte en gelijkgestelde maanden 5 dagenweek	Aantal vakantiedagen 5 dagenweek
1 maand	2
2 maand	3
3 maand	5
4 maand	7
5 maand	8
6 maand	10
7 maand	12
8 maand	13
9 maand	15
10 maand	17
11 maand	18
12 maand	20

Voor de gesubsidieerde contractueel tewerkgesteld in het stelsel zesdagenweek dient het aantal vakantiedagen met 20 % verhoogd.

Zij die in het stelsel van deeltijdse arbeid tewerkgesteld zijn hebben recht op een jaarlijkse vakantie naar verhouding van hun dienstprestaties.

Art. 25. Voor de berekening van de duur van de vakantie worden met effectief gewerkte dagen gelijkgesteld, de dagen van arbeidsonderbreking die voor de berekening van het vakantiegeld met effectieve dagen worden gelijkgesteld bij toepassing van artikelen 5 tot 8, alsmede de dagen waarmee rekening moet worden gehouden op grond van de wetgeving op het toekennen van loon aan de gesubsidieerde contractuelen gedurende een zeker aantal feestdagen per jaar en de dagen van de jaarlijkse vakantie.

Afdeling II

Aanvullende vakantieduur der jeugdige contractuelen

Art. 26. De duur van de aanvullende vakantie waarop de gesubsidieerde contractueel, die de bij de artikelen 14 en 15 gestelde voorwaarden vervult, recht heeft, wordt, voor iedere krachtens artikel 18 gelijkgestelde maand bepaald volgens de in artikel 24 vastgestelde schaal.

CHAPITRE IV

Dispositions communes

Art. 27. 1° Les pouvoirs locaux peuvent prendre des décisions quant à la date des vacances et à leur fractionnement éventuel;

2° les vacances doivent être octroyées dans les douze mois qui suivent la fin de l'exercice de vacances;

3° une période continue de vacances d'une semaine doit être en tout cas assurée;

4° lorsqu'il s'agit de chefs de famille, les vacances sont octroyées de préférence pendant la période des vacances scolaires.

Art. 28. Sans préjudice des dispositions de l'article 27, le contractuel subventionné qui est dans l'impossibilité de prendre ses vacances pour l'une des raisons citées à l'article 5, 1° à 12°, 15° et 16°, conserve le droit au jours de vacances jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivent l'exercice de vacances.

Art. 29. Lorsque le contractuel subventionné se trouve dans l'impossibilité de prendre ses vacances, le pécule lui est payé à la date normale des vacances fixée dans le pouvoir local où il était occupé en dernier lieu et au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit l'exercice de vacances.

Art. 30. Ne peuvent être réputés comme jours de vacances annuelles :

1° les journées à prendre en considération en vertu de la législation relative à l'octroi d'un salaire aux contractuels subventionnés pendant un certain nombre de jours fériés par an;

2° a) les jours d'interruption de travail due à l'une des causes prévues à l'article 5, 3° et 14°;

b) Les jours d'interruption de travail due à l'une des causes prévues à l'article 5, 1° et 2°, 4° à 12° inclus à moins que celle-ci ne surgisse au cours des vacances;

3° les jours de repos imposés par les lois et arrêtés réglementant la durée du travail et le repos du dimanche;

4° le jour d'inactivité habituelle lorsque le travail hebdomadaire est réparti sur cinq jours et tout autre jour d'inactivité habituelle résultant de la réduction de la durée du travail en dessous de la limite hebdomadaire fixée par les lois sur la durée du travail et leurs arrêtés d'exécution.

CHAPITRE V

Dispositions finales

Art. 31. Le présent arrêté produit ses effets à dater du 1er janvier 1987 et il s'appliquera pour la première fois aux vacances à prendre en 1987.

Art. 32. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 mars 1987.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES

F. 87 — 651

13 MARS 1987. — Arrêté royal pris en exécution de l'arrêté royal n° 290 du 31 mars 1984 fixant, dans le secteur des travailleurs indépendants, une cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfant

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 290 du 31 mars 1984 fixant, dans le secteur des travailleurs indépendants, une cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfant, notamment l'article 3;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

HOOFDSTUK IV

Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 27. 1° De plaatselijke besturen kunnen beslissingen treffen omtrent de datum van de vakantie en de eventuele verdeling ervan;

2° de vakantie moet worden toegekend binnen de twaalf maanden die op het einde van het vakantiedienstjaar volgen;

3° een ononderbroken vakantieperiode van één week moet in elk geval worden gewaarborgd;

4° wanneer het om gezinshoofden gaat, wordt de vakantie bij voorkeur toegekend tijdens de schoolvakantie.

Art. 28. Onverminderd de bepalingen van artikel 27 behoudt de gesubsidieerde contractueel, die in de onmogelijkheid verkeert zijn vakantie te nemen om één der redenen vermeld in artikel 5, 1° tot 12°, 15° en 16°, zijn recht op de vakantiedagen tot bij het verstrijken van de twaalf maanden die op het einde van het vakantiedienstjaar volgen.

Art. 29. Wanneer het voor de gesubsidieerde contractueel onmogelijk is zijn vakantie te nemen, dan wordt het vakantiegeld hem uitbetaald op de normale vakantiedatum vastgelegd bij het plaatselijk bestuur waar hij voor het laatst werkzaam was en uiterlijk op 31 december van het jaar dat op het vakantiedienstjaar volgt.

Art. 30. Mogen niet als jaarlijkse vakantiedagen worden aangerekend :

1° de dagen waarmee rekening moet worden gehouden op grond van de wetgeving op het toekennen van loon aan de gesubsidieerde contractuelen gedurende een zeker aantal feestdagen per jaar;

2° a) de dagen van arbeidsonderbreking ten gevolge van één der oorzaken voorzien bij artikel 5, 3° en 14°;

b) de dagen van arbeidsonderbreking ten gevolge van één der oorzaken voorzien bij artikel 5, 1° en 2°, 4° tot 12° inbegrepen, 15° en 16°, tenzij deze oorzaak zich voordoet tijdens de vakantie;

3° de bij de wetten en besluiten tot reglementering van de arbeidsduur en zondagrust opgelegde rustdagen;

4° de gewone inactiviteitsdag wanneer de wekelijkse arbeid over vijf dagen verdeeld is en elke andere gewone inactiviteitsdag die voortvloeit uit de vermindering van de arbeidsduur beneden de wekelijkse limiet, vastgesteld door de wetten op de arbeidsduur en hun uitvoeringsbesluiten.

HOOFDSTUK V

Slotbepalingen

Art. 31. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1987 en zal voor het eerst van toepassing zijn op de vakantie in 1987 te nemen.

Art. 32. Onze Minister van Sociale Zaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 maart 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

N. 87 — 651

13 MAART 1987. — Koninklijk besluit genomen in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 290 van 31 maart 1984 tot vaststelling in de sector van de zelfstandigen van een bijzondere bijdrage ten laste van de alleenstaanden en van de gezinnen zonder kinderen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 290 van 31 maart 1984 tot vaststelling in de sector van de zelfstandigen van een bijzondere bijdrage ten laste van de alleenstaanden en van de gezinnen zonder kinderen, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;